



Conseil économique et social

Distr. générale
23 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par VIVAT International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Capacités de production, emploi et travail décent

Selon la CNUCED, les capacités productives sont les ressources productives, les capacités entrepreneuriales et les liens de production qui ensemble déterminent la capacité d'un pays de produire des biens et des services et lui permettent de croître et de se développer. Favoriser les capacités de production dans un pays renforce l'emploi et le travail décent, lesquels mènent à la croissance et au développement, surtout dans les pays les moins avancés.

Il est essentiel de développer le secteur privé en modernisant l'industrie et en assurant des services d'infrastructure de qualité afin d'attirer l'investissement de capitaux privés. En outre, l'amélioration des infrastructures physiques (énergie, transports et communications) et des infrastructures sociales (éducation et santé) contribue énormément au développement. L'emploi et le travail décent qui découlent de tels investissements favorisent le développement des compétences et empêchent l'aggravation de la dépendance.

Facteurs communs aux pays les moins avancés

Le « syndrome de dépendance » est une caractéristique de la pauvreté qui se retrouve dans la majorité des pays les moins avancés. Le travail, ressource pourtant précieuse, est souvent sous-estimé. Et quand cette ressource est prise en compte, c'est souvent pour être exploitée par les employeurs. Les gouvernements doivent réorienter leurs programmes de développement afin que la voix de ceux qui vivent dans la pauvreté soit entendue et qu'on en tienne compte dans l'examen, la formulation, l'exécution et l'évaluation de nouveaux programmes et politiques.

La plupart des économies des pays les moins avancés reposent sur l'agriculture, qu'il s'agisse de culture ou d'élevage. Renforcer la productivité agricole est une stratégie efficace et un moyen utile de favoriser la productivité générale de ces pays. L'accroissement des investissements dans les fermes et la modernisation des techniques transformeront l'agriculture de base en agro-industrie, et les maraîchers en exploitants. D'où un renforcement de la sécurité et de la souveraineté alimentaires.

Le chômage, en particulier chez les jeunes, est un problème qui touche durement les pays en développement. Sachant que les jeunes représentent la plus grande part de la population de ces pays et que le système formel actuel ne permet pas l'insertion des jeunes sur le marché primaire, tout donne à penser que les jeunes chercheront à peser davantage dans l'élaboration des politiques qui les concernent, eux et leur avenir.

Recommandations

1. Faire de l'agriculture un choix de carrière intéressant et économiquement viable pour les jeunes, et inclure dans les programmes scolaires l'étude de l'agriculture et des projets et formations portant sur les moyens de subsistance.
2. Promouvoir les programmes d'enseignement destinés aux personnes n'ayant pas fini leur scolarité, qui portent, par exemple, sur les investissements financiers à petite échelle, tout en libérant des terres agricoles et en assurant un

accompagnement pratique, afin d'inciter plus de jeunes à envisager l'agriculture comme une profession digne d'intérêt.

3. Élargir les perspectives de carrière pour les jeunes en mettant en place de nouveaux modèles économiques favorisant l'esprit d'entreprise chez les jeunes et en consolidant les partenariats avec les industries du secteur privé.
